

---

## Favoriser l'autonomie économique des femmes

L'exemple d'un programme de formation professionnelle en Inde

*Promoting the economic independence of women. A training programme in India*

*Promover la independencia económica de las mujeres. Un programa de formación en la India*

P.B. Sajeew et Graciela Padoani David

Traducteur : Jérôme Quintana

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2172>

DOI : 10.4000/ries.2172

ISSN : 2261-4265

### Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 57-66

ISBN : 978-2-85420-593-0

ISSN : 1254-4590

### Référence électronique

P.B. Sajeew et Graciela Padoani David, « Favoriser l'autonomie économique des femmes », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 58 | décembre 2011, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2172> ; DOI : 10.4000/ries.2172

---

© Tous droits réservés

# Favoriser l'autonomie économique des femmes

*L'exemple d'un programme de formation professionnelle en Inde\**

P.B. Sajeev  
Graciela Padoani

Cet article étudie la façon dont l'engagement des ONG permet de promouvoir un processus systématique, stratégique et pragmatique visant l'autonomisation économique de groupes vulnérables, notamment les jeunes filles et les femmes. Nous analysons l'impact d'une initiative menée par l'ONG Aide et Action International (AEAI)<sup>1</sup>. Cette initiative, intitulée iLEAD (*Initiative for Livelihood Education and Development* ou Initiative pour l'éducation aux moyens de subsistance et au développement)<sup>2</sup>, a été élaborée et mise en place en 2005.

## LE CONTEXTE INDIEN

Bien que l'économie de l'Inde progresse et que de nouvelles possibilités soient apparues, les femmes et les jeunes filles issues de milieux défavorisés n'ont pas pu en tirer profit et la question de l'autonomisation des femmes en est encore essentiellement au stade de la rhétorique. L'indépendance économique est un facteur décisif pour permettre aux femmes de vivre dans la dignité, et pour faire reconnaître leur identité et leur statut social à part égale avec celui des hommes.

La loi indienne accorde aux femmes une certaine forme d'égalité en matière d'accès à l'éducation, de droit de vote, de salaire, de droit à la propriété, mais elles peinent toujours à se faire entendre et sont encore dévalorisées dans une société hautement patriarcale. Les femmes et les filles sont traitées en citoyennes de seconde classe. Leur contribution à la sphère productive, tenue pour acquise, demeure largement méconnue et certainement bien inférieure à celle des hommes. Presque toutes leurs responsabilités sont considérées comme faisant partie de leurs responsabilités morales et ne sont pas valorisées économiquement. Bien qu'elles luttent pour protéger leurs familles de la faim, leurs efforts sont ignorés. La loi de la terre prévoit l'égalité des salaires pour les

\* Article traduit par Jérôme Quintana.

1. Aide et Action International est une organisation non gouvernementale dont le but est de favoriser l'accès pour tous à une offre éducative de qualité, voir : <http://www.aide-et-action.org/> et [http://www.aide-et-action.org/english/ewb\\_pages/a/aideetaction.php/](http://www.aide-et-action.org/english/ewb_pages/a/aideetaction.php/).

2. iLEAD : en anglais l'acronyme iLEAD peut se lire aussi « *I lead* », c'est-à-dire « je mène (le jeu) » (NdT).

hommes et les femmes en Inde, mais en pratique, les femmes sont moins payées. Ainsi, les inégalités économiques prennent racine dans cette forme très rudimentaire de discrimination qu'est la sous-évaluation du travail accompli par les femmes. Il en résulte une grave perte de dignité et de confiance, remplacées par la peur et par la soumission nées de leur condition stratégique au sein de la famille et dans la société depuis leur naissance. L'hégémonie patriarcale continue de priver les femmes de leur liberté socio-économique et politique et les soumet à de multiples formes d'assujettissement, de discrimination et d'exploitation.

C'est pourquoi il est crucial que les femmes puissent avoir un droit d'accès à leurs ressources, ainsi qu'un droit de contrôle. L'autonomisation économique des femmes est donc un tremplin nécessaire vers une autonomisation plus générale. L'emploi, notamment dans le secteur des cultures marchandes et dans le secteur formel de l'économie, peut contribuer à autonomiser les femmes, en leur apportant une indépendance financière ainsi que d'autres façons d'assumer leur identité sociale et en les exposant à des structures de pouvoir indépendantes des réseaux familiaux (Dixon-Mueller, 1993). Deux aspects cruciaux favorisent l'autonomisation des femmes : l'éducation et un emploi rémunéré et digne.

### **Une offre éducative inadaptée aux populations les plus fragiles**

La politique nationale d'autonomisation des femmes (2001) « promeut l'égalité d'accès à l'éducation, s'efforce d'éliminer toute forme de discrimination, d'universaliser l'éducation, d'éradiquer l'analphabétisme, de créer un système éducatif sensible à la question de l'égalité des sexes, d'augmenter le nombre de filles inscrites dans un établissement scolaire, d'augmenter le taux de rétention scolaire des filles et d'améliorer la qualité de l'offre éducative afin de faciliter l'apprentissage tout au long de la vie et le développement de leurs compétences techniques et professionnelles ». Elle promet également « la mise en place, à tous les niveaux du système éducatif, de curricula scolaires attentifs à l'égalité des sexes, afin de mettre fin aux stéréotypes sexuels qui sont l'une des causes de la discrimination à l'encontre des femmes ».

Les efforts des pouvoirs publics indiens, en lien avec diverses ONG, ont eu pour résultat des progrès substantiels, notamment en termes d'accès et de scolarisation des enfants dans les écoles primaires du secteur public. Mais une forte inadéquation de la qualité de l'enseignement, de la pédagogie, de la pertinence des apprentissages et de leur utilité par rapport au contexte social a entraîné une augmentation du taux de décrochage scolaire. Pour les catégories sociales défavorisées, notamment les femmes et les jeunes filles (celles qui appartiennent par exemple aux castes inférieures ou qui sont issues de communautés minoritaires, etc.), l'un des objectifs de l'éducation réside dans la capacité du

système à bâtir des compétences qui permettent d'accéder, gratuitement ou à moindre coût, à un emploi précoce et rémunérateur. Ces catégories sociales ont des difficultés à intégrer le système traditionnel, qui demande du temps, de l'argent et ne propose pas de mécanismes de soutien efficaces de la part de l'État (par exemple, manque de transports scolaires, faibles possibilités d'hébergement, absence de sécurité pour les filles). Ceux qui existent sont insuffisants et la plupart du temps trop coûteux. Ainsi, alors que les garçons abandonnent l'école pour aider financièrement leurs parents, les filles se voient refuser la possibilité d'aller à l'école ou sont contraintes d'abandonner précocement l'école pour s'occuper de la maison et des enfants plus jeunes. C'est pourquoi « l'offre éducative de qualité », qui joue un rôle fondamental dans l'obtention d'un emploi rémunéré et de qualité, continue d'être refusée aux catégories sociales défavorisées. C'est essentiellement la raison pour laquelle ces catégories sociales sont contraintes de rejoindre le secteur de l'économie parallèle, où elles font partie de la main-d'œuvre non qualifiée et connaissent une vie de dettes et d'insécurité.

## La féminisation de la pauvreté

Certes, la libéralisation économique de l'Inde a bénéficié aux femmes appartenant à l'élite, diplômées, issues des classes supérieures et résidant en zone urbaine. Mais elle a entraîné des disparités économiques encore plus grandes, la féminisation de la pauvreté, un renforcement des inégalités hommes-femmes, notamment dans le secteur informel de l'économie, dans les zones rurales, et principalement dans les couches les plus défavorisées de la population. On assiste également à un processus systématique d'aliénation des terres, qui a pour effet d'accroître les conflits et les déplacements internes de populations, alors que par ailleurs le pays continue de connaître un phénomène de migration pour cause de détresse sociale. L'État répugne à soutenir massivement le secteur agricole, pourtant épine dorsale de l'économie du pays. Parmi les paysans et les ouvriers agricoles, on compte une forte population de femmes, aujourd'hui forcées de migrer vers l'étranger et de travailler comme ouvrières non qualifiées dans des conditions difficiles, où règnent l'exploitation et l'insécurité et où elles sont plus vulnérables. Cela a de graves répercussions sur la scolarité des enfants, également contraints de partir avec leurs parents pour, au bout du compte, travailler à leur tour.

## Des prévisions alarmantes

Selon l'Organisation Internationale du Travail<sup>3</sup>, entre 2010 et 2020, la population en âge de travailler (les 15-64 ans) comptera 212 millions de personnes supplémentaires et plus de 64 % de cette augmentation devrait avoir

---

3. Lors du sommet du G20 en novembre 2010.

lieu en Inde. Le 11<sup>e</sup> Plan national de l'Inde<sup>4</sup> prévoit la création de 40 millions d'emplois dans le secteur des services d'ici 2020. On estime que 3,1 millions de personnes, essentiellement des jeunes issus de familles favorisées sur le plan socio-économique, pourront bénéficier des programmes de développement des compétences. Bien que le gouvernement indien ait ouvert plusieurs instituts de formation<sup>5</sup>, ceux-ci restent fermés à la grande majorité des personnes issues de milieux défavorisés. Elles essaient d'avoir accès à ces programmes mais, dans leur grande majorité, elles n'ont pas le niveau d'étude requis, ne sont pas suffisamment sensibilisées ou informées et ne possèdent pas les compétences requises pour pouvoir bénéficier des nouvelles possibilités offertes.

## L'INTERVENTION D'UNE ONG

Aide et Action International (AEAI) est une ONG internationale qui intervient en Inde depuis 1981. Son credo est que l'éducation constitue le « levier du changement » qui conduira au développement et à l'autonomisation des catégories sociales défavorisées, notamment des femmes et des jeunes filles. Prenant en compte la réalité éducative et économique de l'Inde, AEAI a créé en 2005 l'Initiative pour l'éducation aux moyens de subsistance et au développement (iLEAD), programme visant à favoriser la mobilisation et le soutien des divers acteurs du processus éducatif, afin de proposer une offre d'éducation et de formation à la fois plus équitable et plus efficace, destinée aux catégories sociales défavorisées (surtout aux femmes et aux jeunes filles), axée sur le marché de l'emploi, avec des formations centrées sur l'insertion professionnelle et la création d'entreprises.

Les objectifs de ce programme sont les suivants :

- favoriser les possibilités de premier emploi pour les jeunes issus de communautés marginalisées ou à faible niveau socio-économique, notamment les filles et les femmes ;
- favoriser et créer les conditions nécessaires au développement de la personnalité, aux compétences utiles à la vie courante (*life skills*), et établir des liens en amont et en aval pour les jeunes que l'on forme, afin que les efforts réalisés soient durables et que la qualité de vie soit meilleure ;
- apporter un soutien aux jeunes formés présentant des aptitudes spécifiques, afin qu'ils réussissent dans leur carrière d'entrepreneurs et permettent la création de nouveaux emplois ;
- favoriser l'adoption d'approches similaires par des programmes de formation privés ou gérés par l'État, et développer auprès des responsables politiques des arguments plus crédibles et plus faciles à entendre.

4. 11<sup>e</sup> Plan national quinquennal de l'Inde (2007-2012) : <http://planningcommission.nic.in/plans/planrel/11thf.htm/>.

5. Centres nationaux d'éducation ouverte, instituts de formation professionnelle, instituts polytechniques, instituts de formation industrielle, etc.

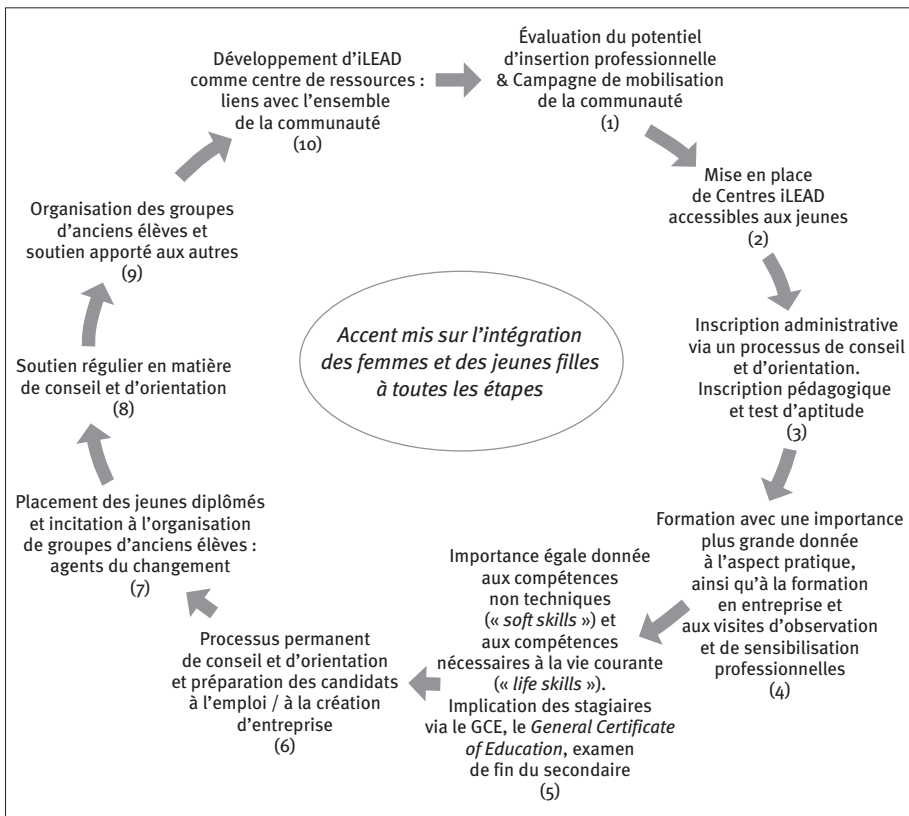
## PROCESSUS ET PRINCIPES

L'initiative iLEAD concerne en premier lieu les jeunes en décrochage scolaire (18-25 ans) ainsi que les jeunes filles. Elle implique les parents, la communauté, les leaders d'opinion. Elle cherche à mobiliser les organisations de la société civile, les entreprises, les autres ONG, les gouvernements des États et le gouvernement central.

Il s'agit de faire en sorte que les jeunes deviennent des « agents du changement » (voir figure, item 7), en s'engageant de façon proactive et en contribuant au développement et à l'autonomisation des membres de leur catégorie sociale. Le programme inclut donc de multiples partenaires, s'inscrit dans un processus et met en avant les principes de participation, d'intégration, de transparence et de responsabilité collective.

Le principal avantage de ce programme réside dans sa souplesse : il s'adapte au contexte social et répond aux besoins locaux. À chaque fois, le module n'est mis en place qu'après une évaluation fine du potentiel de la région

Figure 1 : le diagramme du processus iLEAD



en termes de capacité d'insertion professionnelle (voir figure, item 1), afin de mieux analyser les possibilités offertes dans une perspective de multi-partenariat (jeunes, membres de la communauté, industries, entreprises, syndicats, agences gouvernementales et instituts de formation professionnelle et techniques). Les modules de formation sont conçus sur mesure pour répondre aux besoins et aux demandes, conformément aux résultats de l'évaluation initiale. Ils sont par ailleurs gratuits et de courte durée (quatre mois). Ils comportent des parties théoriques et pratiques, des visites d'observation et de sensibilisation professionnelle, des conférences données par des experts dans le domaine de formation, un mois de stage d'apprentissage et de pratique professionnelle en entreprise et, enfin, une aide au placement et un suivi après celui-ci.

Les compétences nécessaires à la vie courante (*life skills*) et les compétences non techniques (*soft skills*) font également partie intégrante de la formation. Elles incluent entre autres la formation à l'anglais parlé, les compétences de communication, les savoir-être et l'informatique pour tous, quel que soit le secteur professionnel. Tous les candidats à l'emploi bénéficient également de séances d'information sur les questions liées au droit du travail, à l'épargne et à la gestion des finances, aux bonnes pratiques en matière de santé et d'hygiène, au VIH/SIDA, etc. Cela prépare les jeunes à mieux répondre aux demandes du marché tout en les protégeant.

L'aide au placement et le suivi font partie intégrante du programme et jouent un rôle important. Ils sont également liés à la création d'entreprise via le module « Démarrer son entreprise ». Les jeunes très motivés qui présentent des aptitudes spécifiques sont repérés, formés puis mis en relation avec les institutions financières, afin de les aider à démarrer leur projet de création d'entreprise. Pour exploiter au mieux leurs forces et leurs liens de solidarité, on incite les jeunes qui ont trouvé un emploi à se regrouper en associations d'anciens élèves (voir figure, items 6, 8 et 9). Cette démarche fait partie de la stratégie de pérennisation du programme. Ce sont eux qui – en tant que futur entrepreneurs, par exemple – pourront fournir un emploi à d'autres jeunes sortant du programme.

La qualité du programme fait l'objet d'une évaluation régulière, grâce à un processus de mise en contact régulier des différents acteurs locaux : entreprises, industries, autres employeurs potentiels, stagiaires et communauté. Cela permet d'améliorer la qualité de la formation et des placements, et de mobiliser plus facilement ces acteurs clés pour proposer un programme d'éducation et de formation plus équitable et plus efficace aux jeunes issus de catégories sociales défavorisées<sup>6</sup>.

---

6. Tous les ans, un rapport annuel est rédigé et adressé à tous les acteurs.

## L'ARTICULATION AVEC LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

Le programme couvre aujourd'hui 19 États en Inde, et gagne petit à petit du terrain au Sri Lanka et au Népal. Il a permis de former plus de cent mille jeunes des bidonvilles, des périphéries urbaines et dans près de cinq mille villages à travers l'Inde. Au total, 75 %<sup>7</sup> des jeunes formés ont obtenu un emploi rémunérateur. Le programme bénéficie aux catégories les plus vulnérables (castes dites « intouchables » : 26 % ; tribus aborigènes dites « intouchables » : 10 % ; « basses castes » : 32 %). Il a concerné également d'autres groupes minoritaires (5 %), comme par exemple les travailleurs de l'industrie du sexe (avec le ministère de la Défense sociale), les jeunes qui résident en foyer d'accueil, les jeunes détenus (avec la Mission de développement urbain), etc.

À travers ce programme, AEAI souhaite renforcer la qualité et la portée des formations professionnelles tout en démystifiant le processus, la durée et le coût de la formation professionnelle pour les groupes défavorisés. Cette initiative vise également à favoriser l'adoption d'approches similaires par des programmes de formation gérés par l'État, et à développer auprès des responsables politiques des arguments plus crédibles et plus faciles à entendre.

Un partenariat a été noué entre iLEAD et le programme SGSY du ministère du Développement rural<sup>8</sup>. Celui-ci a été remarqué par l'Agence centrale du gouvernement indien et depuis, AEAI a participé aux réunions organisées par le ministère au niveau central. Grâce à cette démarche, AEAI a pu préconiser l'adoption d'approches similaires par d'autres acteurs gouvernementaux qui envisagent la mise en place de programmes similaires. En effet, AEAI a démarré un projet d'une durée de quatre ans avec le gouvernement de l'Andhra Pradesh (au sud de l'Inde), afin de donner à son programme de formation professionnelle une nouvelle orientation. AEAI apporte également son soutien au gouvernement du Pendjab (au nord-ouest de l'Inde) dans l'élaboration de son document de vision à vingt ans et de son plan de développement des infrastructures pour le secteur de la création d'emplois.

AEAI cherche également à établir des partenariats dans deux autres secteurs : celui des grandes entreprises internationales (L'Oréal, Schneider Electric) et celui des institutions qui gèrent des programmes de formation similaires, telles que la Banque nationale de l'agriculture et du développement rural et l'Unicef<sup>9</sup>. Ces démarches font également partie de la stratégie de pérennisation du programme.

7. Aide et Action, Rapport annuel iLEAD (2010).

8. Le ministère du Développement rural du gouvernement de l'Inde a lancé un nouveau programme connu sous le nom de « SGSY » (*Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana*) en restructurant plusieurs projets existants, tels que le « Programme de développement rural intégré », le « Programme de formation des jeunes en zone rurale au travail indépendant », le « Développement des femmes et des enfants en zone rurale » ou encore la « Fourniture d'outils améliorés aux artisans des zones rurales ».

9. Pour une liste complète des acteurs mobilisés, voir : <http://www.aea-southasia.org/Institute%20for%20Livelihood%20Education%20and%20Development%20-%20iLead.aspx?PROJ/>.



## UNE APPROCHE ADAPTÉE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES FEMMES

« Je pensais bien que j'apprendrais des compétences mais jamais je n'aurais cru que le jour viendrait où je serais en mesure de subvenir aux besoins de ma famille », raconte Vandana, soudeuse de profession<sup>10</sup>.

L'une des actions les plus importantes a porté sur l'intégration des jeunes filles. Partout, les actions entreprises se sont heurtées à des défis de taille, mais les conseils qu'une ONG peut prodiguer sans relâche à la communauté, aux parents, aux femmes et aux jeunes ont permis de vaincre les résistances. Le plus difficile a été de convaincre les filles, car elles craignaient d'enfreindre le code social et n'avaient pas confiance en elles. Le fait d'être une ONG a permis de les aborder plus facilement pour les aider à surmonter ces difficultés. Les mêmes efforts ont été réalisés auprès d'employeurs potentiels, pour qu'ils se défassent de leurs préjugés et donnent des chances égales aux filles. Cette proximité entre la communauté et le monde de l'entreprise a contribué à briser le cercle vicieux des choix professionnels fondés sur des stéréotypes (comme la couture, la broderie) et à encourager d'autres orientations, par exemple dans le secteur des services dépendant des nouvelles technologies de l'information ou dans le choix de métiers traditionnellement masculins, comme la soudure et l'industrie automobile<sup>11</sup>. Les autres métiers proposés sont : électricité/électronique, vente au détail/hôtesse d'accueil, aide à la maison aux patients malades, hôtellerie, esthétique, broderie/mode et, enfin, plomberie/petit travaux de bricolage.

Au début, les filles ont pour la plupart subi des moqueries et ont été traitées avec mépris au sein de leur communauté et de leur famille. Plusieurs ont hésité à intégrer le programme et beaucoup ont abandonné en cours de formation. Mais, petit à petit, celles qui ont su résister à la pression ont joué un rôle fondamental vis-à-vis des autres, en les intégrant et en leur redonnant confiance. La proximité des centres iLEAD les a aidées et les anciens élèves rencontrés dans les centres ont joué un rôle important. Aujourd'hui, environ 37 % des jeunes qui ont reçu une formation sont des filles. Les engagements pris de manière constante auprès d'employeurs potentiels ont permis d'améliorer les salaires.

Une présentation récente<sup>12</sup> du programme fait état de changements qualitatifs dans leur vie. Au départ, elles ont pu subir le mépris pour avoir enfreint les normes sociales en se risquant à sortir de chez elles, en trouvant un emploi et en travaillant dans un environnement différent avec des collègues

10. *Heroes of today*, première partie, film réalisé par l'AEAISA (Aide et Action, South Asia) : <http://www.youtube.com/watch?v=Z8Sajo3cqWo/>.

11. *Ibid.*

12. Aide et Action (2010). *Bilan du programme iLEAD : Les héros d'aujourd'hui (Heroes of Today), histoires de vie de stagiaires en formation diplômante.*

masculins, mais leur contribution aux revenus de la famille a fini par leur faire gagner le respect de leur famille et de leur communauté. Elles sont devenues des modèles pour les autres et ont reconquis leur dignité, contrôlant leurs revenus et jouissant d'un plus grand pouvoir de décision. Ceci explique essentiellement pourquoi le nombre de filles inscrites dans le programme n'a cessé d'augmenter. Au plan personnel, elles ont gagné en autonomie et en confiance, n'hésitant plus à s'affirmer et à promouvoir le programme dans leur communauté.

Plusieurs centres iLEAD fonctionnent également comme centres de ressources gérés par des anciens élèves du programme. Les enfants peuvent y utiliser l'informatique et Internet. Des groupes de parole permettent d'aborder (voir figure, item 5), des questions liées à l'égalité des sexes, l'intégration par l'éducation, le rôle des jeunes. Cette proximité renforce la solidarité au sein des communautés locales.

Même si le projet a fait preuve d'un grand succès, il connaît encore des limites. Elles se concentrent essentiellement autour de deux aspects : les zones rurales les plus éloignées et l'aide financière à l'entrepreneuriat.

Les jeunes qui ont suivi le programme dans leurs villages et qui rejoignent la ville pour leur premier emploi trouvent parfois l'adaptation très difficile. Ceci est l'un des premiers motifs de licenciement. Comment faire, alors, pour rajeunir l'économie du village par un processus de construction de capacités adaptées à des populations qui voudraient continuer à rester au village ?

La promotion de l'esprit d'entreprise pose également deux défis : comment choisir qui pourrait être entrepreneur ? Le choix est parfois difficile, d'autant plus que les filles sont souvent perdantes. En effet, quoique des efforts soient faits pour construire des liens plus solides avec des institutions financières, il faut encore changer les mentalités : ces institutions sont toujours réticentes à soutenir financièrement des filles d'origine défavorisée pour créer une entreprise.



La demande croissante de main-d'œuvre qualifiée en Inde a incité le gouvernement à mettre en place des programmes favorisant l'emploi et la construction de compétences. Malheureusement, la plupart de ces programmes sont inaccessibles aux catégories les plus défavorisées, et en particulier aux femmes.

Le gouvernement a par ailleurs tendance à considérer les programmes de formation à l'insertion professionnelle comme des « solutions toutes prêtes » pour répondre aux demandes du marché, plutôt que de viser, plus largement, l'intégration et l'autonomisation des catégories plus vulnérables de la population. Ce dernier objectif ne peut être réalisé que par l'adoption d'une approche transversale dans laquelle les différents acteurs (parents, communautés, leaders d'opinion, gouvernements d'États et gouvernement central, employeurs potentiels, etc.) collaborent au plan stratégique.

L'exemple du programme iLEAD montre qu'une ONG, par sa proximité et sa capacité à établir des liens, à exercer de l'influence, à impliquer plusieurs parties et à aborder les problèmes en prenant en compte le contexte social, peut mobiliser ces acteurs, en promouvant des pratiques éducatives plus efficaces et innovantes.

## BIBLIOGRAPHIE

Aide et Action (2010) : *iLead Annual Report*.

Aide et Action (2010) : *iLead Heroes of Today. Graduate trainees' live-stories*.

DIXON-MUELLER R. B. (1993) : *Population Policy and Women's Rights: Transforming Reproductive Choice*. Connecticut. Praeger.

FOLBRE N., BERGMANN B., AGARWAL B., FLORO M. (1985) : 'Introduction – the feminist sphinx'. *Women's Work in the World Economy*, Macmillan.